

Communiqué de presse

Paris, le 1^{er} octobre 2020

Budget 2021 : l'Éducation n'est toujours pas la priorité

Le projet de loi de finances pour 2021 a été présenté en conseil des ministres lundi 28 septembre. SUD éducation en a pris connaissance et constate que l'éducation n'est toujours pas la priorité de ce gouvernement. Les beaux discours ne coûtent pas cher, mais quand il faut les mettre en musique c'est autre chose.

Un budget en hausse ?

Le ministre communique sur l'augmentation du budget de l'Éducation, pour la quatrième année consécutive. Cependant, alors que l'ensemble du budget de l'État augmente, la part du budget de l'Éducation nationale est en diminution depuis quatre ans.

Surtout, le budget 2021 comprend l'enveloppe de revalorisation beaucoup évoquée par le ministre mais qui semble consacrée également aux premiers échelons : les moins rémunérés mais aussi ceux auxquels on reste le moins longtemps.

Des suppressions de postes

Ainsi, si le communiqué accompagnant le projet de loi affirme que "les effectifs sont sanctuarisés pour 2021" on observe une suppression de 1800 ETP dans le 2^d degré qui annonce des DHG en baisse dans les collèges et lycée et une diminution des postes pour la deuxième année consécutive. Une sanctuarisation toute relative donc, alors que les effectifs des élèves dans le second degré augmentent fortement depuis plusieurs années de plusieurs dizaines de milliers d'élèves en plus chaque année.

Le nombre d'élèves dans les classes augmente avec les suppressions de postes qui se cumulent dans le second degré année après année. En collège, le nombre moyen d'élèves par classe est ainsi passé (ULIS incluses) de 24,2 en 2010 à 25,1 en 2018. Pour compenser ces coupes sombres, les HSA sont en

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



augmentation alors que le temps de travail augmente en flèche dans un contexte déjà difficile.

Si des efforts sont faits sur le 1er degré pour financer les CP à 12 et les seuils à 24 c'est dans le cadre d'une politique menée à moyens constants et au détriment des collèges et lycées. Et dans ce domaine, nous suggérons de regarder du côté de la Défense (6,8 Md€ de hausse depuis 2017) ou des plans de relances qui consistent à verser des milliards à des entreprises qui licencient.

Privatiser les profits, socialiser les pertes : on connaît la chanson mais elle dissonne à nos oreilles.

Enseignement supérieur et recherche

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, alors que le nombre d'étudiant-es augmente fortement sans discontinuer (+25 % entre 2011 et 2018), ce sont 198 postes qui sont supprimés dans les universités, dans un contexte où le gouvernement fait adopter un projet de loi de programmation pluriannuel contre lequel se mobilisent les personnels et dont on sent déjà les premiers effets.

AESH : en progrès mais peut beaucoup mieux faire

Ce budget qui prévoit le recrutement de 4000 AESH souligne le manque criant de personnel pour accompagner les élèves en situation de handicap après des années d'incurie. Si ce recrutement significatif va dans le bon sens, il reste en deçà des besoins des élèves et maintient ces collègues dans la précarité. Pour SUD éducation il faut en terminer avec les temps partiels imposés et aller au bout de la logique de la création du statut d'AESH en CDI en ouvrant un corps de titulaires de la Fonction publique qui intégrerait les contractuel-le-s actuellement en poste et reconnaîtrait tant l'importance de ce métier que l'enjeux de l'accompagnement des élèves en situation de handicap.

Crise sanitaire : où ça ?

Le grand absent de ce budget ? C'est la COVID. Alors que l'épidémie repart de plus belle et qu'aucune amélioration à court terme n'est prévisible rien n'est prévu pour corriger un tir catastrophique depuis la rentrée : aucun recrutement supplémentaire, pas de nouveaux locaux, pas de dédoublements, pas de personnels de santé supplémentaires. L'Éducation nationale tient son cap de rigueur budgétaire, pandémie ou non. Et pour un « budget de relance » qui « répond à l'urgence immédiate » (Bruno Lemaire) : c'est un peu léger.

Une centaine de suppressions de poste aussi chez Canopé et l'Onisep

La restructuration du réseau Canopé, centrée uniquement sur la formation des enseignants à distance, se traduit par de nouvelles suppressions de postes. De même pour l'orientation, après la suppression des DRONISEP, le passage de l'information depuis le réseau des CIO démantelé au profit des régions qui ne proposent que de l'information sur Internet confiée à des prestataires privés, l'ONISEP perd encore des postes.

Pour SUD éducation, la communication ministérielle ne doit tromper personne : ce que le ministre propose n'est qu'une gestion à courte vue, avec pour seul objectif à moyen terme la réduction des moyens de l'Éducation nationale, ainsi que de l'enseignement supérieur et la recherche.

Depuis plusieurs mois, à l'inverse des orientations de ce projet de loi de finance, SUD éducation revendique la mise en œuvre d'un plan d'urgence.